



# Mémo 3D

Défense

Diplomatie

Développement



N° 9 - Mars 2025

## Mobilité au Moyen-Orient: Dynamiques d'asile et d'exil des femmes afghanes et iraniennes



Afghan Woman, MivPiv de Getty Images Signature

Depuis la prise de pouvoir des Talibans en Afghanistan en 2021, la situation des femmes a basculé dans une répression sans précédent. Les lois instaurées par le régime taliban ont interdit aux femmes et aux jeunes filles l'accès à l'éducation, au travail et à la vie publique. Elles doivent se soumettre au port obligatoire de la burqa et à des règles de ségrégation strictes, les confinant dans une sphère domestique rigoureusement surveillée (Human Rights Watch, 2021). De ce fait, elles ont été contraintes de fuir ce régime ultraconservateur qui nie leurs droits fondamentaux. En quête de sécurité, beaucoup d'elles se dirigent alors vers l'Iran. Ces mesures ont plongé des milliers de femmes dans une détresse extrême, les forçant à fuir leur pays pour chercher un refuge incertain (Amnesty International, 2022). L'Iran, bien que voisin immédiat de l'Afghanistan et souvent perçu comme une destination accessible, présente des obstacles politiques et sociaux pour les migrants Afghans, notamment les femmes.

En 2020, l'Iran abritait environ 3,4 millions de migrants afghans, dont près de 1,6 million étaient des femmes (soit 47 % de la population migrante) (Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, 2022). Ces femmes, souvent en quête de sécurité, s'installent majoritairement dans des zones urbaines et périurbaines. Les principales régions où elles résident incluent Téhéran, qui abrite plus de 515 000 migrants afghans, ainsi que Mashhad dans la province de Khorasan Razavi, où vivent environ 219 000 personnes d'origine afghane. D'autres provinces comme Isfahan (183 000), Kerman (125 000), Fars (109 000) et Qom (96 000) accueillent également d'importantes communautés afghanes. Ces localisations reflètent leur recherche de meilleures opportunités économiques et d'accès à des réseaux de soutien communautaire (Amiri, 2018).

Remerciements à Amira Othman

Malgré ces efforts pour s'établir, les femmes migrantes afghanes se retrouvent souvent cantonnées à des emplois précaires et informels en raison de leur statut légal incertain. Nombre d'entre elles travaillent comme employées domestiques dans des ménages iraniens, souvent sans contrat ni protection légale. D'autres trouvent un emploi dans l'industrie textile, participant à la fabrication artisanale dans des ateliers locaux. Dans les zones rurales, certaines sont engagées dans l'agriculture saisonnière, contribuant aux récoltes pour de faibles salaires. Enfin, dans les marchés urbains, quelques-unes s'impliquent dans la vente ambulante, proposant des produits artisanaux ou alimentaires.

En effet, l'Iran ne constitue pas un refuge sûr pour ces femmes. Bien qu'il soit signataire de conventions internationales sur les réfugiés, le gouvernement iranien impose des restrictions sévères à l'obtention de titres de séjour, réduisant les possibilités d'intégration légale pour les réfugiés afghans (Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, 2022). Selon le HCR, près de quatre millions d'Afghans vivent en Iran, mais seule une minorité bénéficie d'un statut légal. Les femmes, en particulier, sont souvent les premières victimes de cette exclusion. Dans les camps de réfugiés situés dans des régions comme Mashhad, des femmes afghanes témoignent d'abus physiques, de harcèlement sexuel, et d'une exploitation économique systématique (Human Rights Watch, 2022). Certains employeurs exploitent leur situation illégale pour leur offrir des salaires dérisoires, sans aucune protection juridique.

**Des témoignages publiés par Human Rights Watch rappellent les épreuves qu'elles fuient dans leur propre pays, où l'absence de droits fondamentaux et les violences systémiques rendent la vie insoutenable. Parmi les témoignages recueillis par Amnesty International en 2022, certaines femmes afghanes expriment leur désillusion face à la situation iranienne, où elles espéraient trouver un refuge plus sûr. Ces récits illustrent une transition douloureuse, où des femmes fuient une oppression directe et violente en Afghanistan pour en rencontrer une autre, plus insidieuse, en Iran. Là, elles sont confrontées à une marginalisation économique, sociale et institutionnelle qui les enferme dans une vulnérabilité perpétuelle. Bien que la nature des injustices diffère, leur expérience souligne la continuité d'un contrôle patriarcal et d'une exploitation systémique qui dépasse les frontières nationales (Amnesty International, 2022).**



Woman in White Hijab Standing Near Brown Concrete Building of Elifinatasi de Pexels

Parallèlement, les femmes iraniennes vivent elles aussi sous un régime oppressif, mais dans un contexte institutionnel spécifique. En Iran, les lois sur le statut personnel placent les femmes sous la tutelle des hommes, que ce soit pour le mariage, le divorce ou la garde des enfants (Human Rights Watch, 2021). Les restrictions vestimentaires, incarnées par l'obligation du port du hijab, et la ségrégation des sexes dans les espaces publics témoignent d'un contrôle systématique sur leurs corps et leur autonomie. Cette oppression a été mise en lumière de manière spectaculaire en 2022, lorsque la mort de Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs pour un "port incorrect du hijab", a déclenché des manifestations d'une ampleur historique (Amnesty International, 2022). Ces mobilisations, bien qu'elles aient été durement réprimées, ont révélé au monde entier l'ampleur des injustices subies par les femmes iraniennes. Le reportage d'Amnesty International, intitulé « Pour la première fois de nos vies, nous étions libres », présente les témoignages de femmes iraniennes exilées au Kurdistan irakien, qui racontent leur participation au soulèvement « Femme, Vie, Liberté » déclenché en septembre 2022 après la mort de Mahsa Amini. Ces femmes décrivent leur engagement dans les manifestations, la répression violente qu'elles ont subie de la part des autorités iraniennes, et les raisons qui les ont poussées à fuir leur pays.



Iranian woman wearing black chador walking along street of Yazd, efired de Canva

Dès lors, pour beaucoup d'Iraniennes, l'exil devient alors une solution ultime. Contraintes de quitter leur pays pour préserver leur liberté, elles se tournent majoritairement vers la Turquie ou l'Europe, espérant y trouver une vie meilleure. Cependant, même dans les pays d'accueil, elles font face à des obstacles significatifs. Bien qu'éduquées et souvent qualifiées, elles se retrouvent cantonnées à des emplois précaires ou confrontées à des stéréotypes sexistes et culturels. Cette trajectoire d'exil montre comment l'oppression systémique pousse les femmes à chercher refuge au-delà des frontières nationales, tout en les exposant à de nouvelles formes de marginalisation, tout comme les Afghanes en Iran (Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, 2022).

Ces dynamiques croisées mettent en lumière une réalité troublante. Tandis que l'Iran accueille des réfugiées afghanes, bien qu'à contrecœur et dans des conditions souvent inhumaines, il pousse simultanément ses propres citoyennes à l'exil. Ce paradoxe illustre les contradictions profondes d'un État qui se présente comme un refuge régional tout en exerçant une répression systématique sur ses propres femmes. Pour les Afghanes, l'Iran est un moindre mal comparé à leur pays d'origine, mais pour les Iraniennes, il est souvent considéré comme un lieu à fuir pour échapper à des lois patriarcales qui restreignent leurs droits et leur autonomie (Amnesty International, 2022).

**Ce paradoxe, au-delà de son aspect analytique, invite à une réflexion plus large sur la situation des femmes dans les contextes de migration forcée et d'oppression politique. Les récits des Afghanes et des Iraniennes, bien que distincts, montrent comment les systèmes patriarcaux transcendent les frontières, plaçant les femmes dans des espaces de vulnérabilité commune. Pourtant, ces récits témoignent également de leur résilience face à des formes multiples d'injustice, qu'elles soient étatiques, culturelles ou économiques.**

#### Références

- Amnesty International. (2022). Pour la première fois de nos vies, nous étions libres : Rapport sur les femmes exilées au Kurdistan irakien. <https://www.amnesty.fr/chronique/iran-generation-mahsa-amini-des-iraniennes-racontent-le-soulevement>
- Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). (2022). Situation des réfugiés afghans en Iran.
- Human Rights Watch. (2021). Afghanistan : Effets des lois talibanes sur les femmes. <https://www.hrw.org/fr/world-report/2022/country-chapters/380600>
- Human Rights Watch. (2022). Abus dans les camps de réfugiés en Iran.
- Amiri, A. (2018). Dynamiques migratoires des espaces ruraux en Iran : une étude de cas. EchoGéo [En ligne], 45.
- Abbasi-Shavazi, M. J. (2006). État des immigrés internationaux et des réfugiés dans la République islamique d'Iran. Téhéran : UNFPA et HCR.
- Amiri, A. M. (2017). Entre inclusion et exclusion des immigrés : le cas des Afghans en Iran. Facteurs démographiques, sociaux et politiques (Thèse de doctorat en Démographie et Sciences Sociales). Paris : EHESS.
- Le Point. (2021). L'Iran continue d'expulser des Afghans qui dénoncent des brutalités. [https://www.lepoint.fr/monde/l-iran-continue-d-expulser-des-afghans-qui-denoncent-des-brutalites-11-11-2021-2451572\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/l-iran-continue-d-expulser-des-afghans-qui-denoncent-des-brutalites-11-11-2021-2451572_24.php)
- Observers France 24. (2024). Guettos, affrontements, afghanophobie : les réfugiés post-talibans en Iran. <https://observers.france24.com/fr/moyen-orient/20240726-guettos-affrontements-afghan-ophobie-r%C3%A9fugi%C3%A9s-post-talibans-iran>
- Fakhreh Moussavi. L'évolution de la condition des femmes afghanes après 2001 : l'impact de la mobilisation de la nouvelle génération. La revue de Téhéran : mensuel culturel iranien en langue française, 2018
- Sestito, R. (2020). Minoritaires en Iran. Décentrer l'analyse des rapports sociaux. Genre, sexualité & société.